

## **Le non du 29 mai ou les conséquences économiques de l'Europe**

**Jean-Jacques Rosa  
30 mai 2005**

Autant les résultats du vote au référendum sur le projet de traité constitutionnel sont nets, autant les commentaires des responsables politiques et des journalistes sur cet événement apparaissent flous et largement contradictoires. La défaite du oui est orpheline tandis que la victoire du non a mille pères.

Pour dégager la signification de ce « séisme » essayons de séparer les faits incontestables des interprétations qui contredisent les réalités observables.

### **Les faits**

Trois constats simples paraissent difficiles à réfuter :

#### **1. La légitimité du non**

La participation électorale, 70 % des électeurs inscrits, a été massive. Et parmi ces électeurs engagés le non, 55% , l'emporte sans appel sur le oui, 45 % .

#### **2. La fracture démocratique.**

Ce que d'aucuns désignent comme la « crise politique » témoigne d'une fracture majeure entre une majorité très nette de votants, d'une part, et de l'autre la quasi-totalité de la classe politique, médiatique et intellectuelle, et des milieux d'affaires, qui a fait massivement campagne en faveur du oui et qui soutient sans faiblir depuis des années une politique d'intégration « toujours plus proche » visant à la constitution d'une fédération européenne.

La fracture exprime également, comme le manifestait l'élection présidentielle du 21 avril 2002, la défiance à l'égard des orientations générales des responsables de la gauche et de la droite, au-delà de la question européenne.

Le désaccord entre élites dirigeantes et électeurs est évidemment l'indicateur d'un profond malaise dans une démocratie.

### **3. La motivation économique**

Plus de 50 % des électeurs du non ont indiqué que la motivation première de leur vote était leur insatisfaction et leur inquiétude en matière économique et de niveau de vie.

Ce qui se comprend aisément. Depuis plus de quinze ans la croissance moyenne reste anémique, en Europe et plus spécialement en France, le chômage se situe en permanence au voisinage des 9 à 10 % , et le poids des prélèvements obligatoires ne cesse d'augmenter, tandis que les perspectives s'assombrissent pour les retraites, tant pour les retraités futurs que pour les jeunes actifs qui devront payer la note.

Ces constats ayant été faits leur interprétation, qui est essentielle pour la définition de toute nouvelle politique, doit commencer par écarter les explications que d'autres faits contredisent.

### **Interprétations contestables**

#### **1. Il ne s'agit pas d'un vote « de gauche » ou « de droite ».**

En effet la droite et la gauche sont partagées entre le oui et le non. De plus la droite et la gauche mènent depuis le milieu des années 80 des politiques très semblables, tant en matière européenne que dans le domaine intérieur. C'est ce que l'on a baptisé la « république des centres » ou encore la pensée et la politique unique.

2. Il est difficile de soutenir qu'il ne s'agit « que » d'un problème de politique intérieure française qui laisserait intacte une ambition et un projet fédéraliste européen, dont la légitimité ne serait pas mise en cause.

De plus la politique économique qui est au cœur du débat puisque la croissance et l'emploi en dépendent largement, est aujourd'hui pour l'essentiel une politique européenne : la politique monétaire est décidée par la BCE à Francfort, les contraintes budgétaires, respectées ou non, sont décidées à Bruxelles, ainsi que la très grande majorité des dispositions législatives et réglementaires qui encadrent et canalisent la vie économique, en France comme dans les autres pays de l'Union.

3. Il est difficile de soutenir, comme le font beaucoup de commentateurs de gauche, qu'il s'agit d'un rejet de l'Europe de l'ouverture et des marchés qui aurait pêché par excès de libéralisme et par insuffisance de social.

En effet les politiques sociales sont justement restées du ressort des Etats nationaux et n'ont pas été dévolues à Bruxelles ou à Strasbourg.

D'autre part il y a un profond malentendu sur la nature du capitalisme européen. Il n'est nulle part « ultralibéral », pas même en Grande-Bretagne qui a considérablement augmenté dans les dernières années les impôts et les dépenses publiques. Le capitalisme européen est corporatiste et réglementaire. Il repose sur une entente profonde, et même une collusion, entre les personnels politiques et administratifs et ceux des grandes entreprises et des groupes d'intérêts.

Et l'intégration européenne, la centralisation de l'Europe que le projet de traité constitutionnel proposait d'accélérer, a pour effet d'accroître le pouvoir de ces exécutifs publics et privés, au détriment de celui des électeurs comme le montre mon article récent sur « l'arithmétique de la démocratie ».

Chacun formule des explications de vote en fonction de son cadre intellectuel habituel de référence. Dans le dernier scrutin c'est le vote socialiste qui a basculé et qui vient en tête de la conjonction des « non ». De ce fait l'explication qui est donnée est celle, traditionnellement socialiste, d'une protestation contre l'adversaire historique des socialistes, le capitalisme, et plus particulièrement sa version repoussoir, le capitalisme « sauvage » ou « ultralibéral ».

**Conclusion**     La réalité du capitalisme oligarchique et bureaucratique

Mais la réalité est celle d'un rejet de politiques économiques européennes qui stérilisent la croissance et l'emploi. Ce sont des politiques qui ont été menées aussi bien par la droite que par la gauche. Elles consistent en une mauvaise gestion monétaire, indûment restrictive et malencontreusement uniformisée depuis la fin des années 80, des contraintes budgétaires à contretemps et impraticables, une réglementation centralisée et proliférante, et un accroissement constant du fardeau fiscal sur le travail, à la faveur du consensus entre Etats partenaires pour éliminer la compétition fiscale au sein de l'Union.

Ces politiques ne peuvent pas - sauf à dénaturer le sens des mots - se qualifier d'ultralibérales, sauf si l'on prend pour référence, particulière et restrictive, l'orthodoxie conservatrice de ceux des libéraux qui ont, hélas, adhéré au dogme du masochisme monétaire, favorable aux seuls rentiers et aux institutions financières.

Dans l'ensemble ces politiques de consensus européennes reflètent les intérêts d'entreprises cartellisées et des ambitions politico-bureaucratiques au niveau du continent. Ce sont des politiques antidémocratiques qui provoquent la fracture évoquée plus haut. Ce sont celles d'une oligarchie bureaucratique, par essence peu libérale. Elles sont aujourd'hui remises en cause par les électeurs.

JJR